

**LES
CARRÉS**



**2023-2024
14^e édition**

L'essentiel

du

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Wafa Tamzini

G*ualino* un savoir-faire de
Lextenso

2023-2024
14^e édition

L'essentiel

du

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

Wafa Tamzini

LES CARRÉS



Cette collection de livres présente de manière synthétique, rigoureuse et pratique l'ensemble des connaissances que l'étudiant doit posséder sur le sujet traité. Elle couvre :

- le Droit et la Science Politique,
- les Sciences économiques,
- les Sciences de gestion,
- les concours de la Fonction publique.

Wafa Tamzini est Maître de conférences en droit public à l'Université Sorbonne Paris Nord, diplômée de sciences politiques et spécialiste de relations internationales.



© 2023, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
EAN 9782297222174
ISSN 1288-8206
Collection Les Carrés Rouge

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr

PRÉSENTATION

Le Droit international public a pour objet de régler les relations au sein de la société internationale. Ce droit s'intéresse aux **rapports entre** sujets de Droit international, c'est-à-dire principalement les **États** et plus récemment les **organisations internationales**. Si les individus ont fait une apparition dans la société internationale depuis une cinquantaine d'années, ils ne restent que de simples acteurs et ne sont pas de véritables sujets de droit.

La société internationale est une communauté hétérogène, décentralisée, conflictuelle mais marquée par une volonté de créer des solidarités.

Elle est hétérogène du fait de la multitude d'États qui la composent, des États très différents sur tous les plans : physique, économique, politique...

Elle est décentralisée, parce que le Droit international est marqué par le principe de souveraineté des États. Les États sont indépendants et juridiquement égaux, il n'existe pas de pouvoir supérieur pouvant leur imposer une politique commune, ou l'application d'une décision d'une juridiction internationale (nous verrons d'ailleurs que la compétence de ces juridictions n'est pas obligatoire pour les États). On relève donc une multiplicité de volontés égales qui peuvent s'affronter.

Elle est conflictuelle en conséquence des deux éléments précédents : qu'il s'agisse de conflits de « blocs », de « voisinage », ou infra-étatiques, la société internationale a été et reste le théâtre de tous les types d'antagonismes.

Malgré tout, une volonté de créer des solidarités existe. Elle est soulignée par la **multiplication des organisations intergouvernementales**, et le **nombre important de traités internationaux** conclus entre les États. Paradoxe de la société internationale, jamais les conflits régionaux n'ont été aussi nombreux, jamais le nombre d'organisations internationales – notamment régionales – n'a été aussi élevé. Dans le même esprit, les sommets interétatiques sont de plus en plus fréquents et les relations internationales deviennent essentielles.

Le Droit international public a donc le rôle – difficile – de régler ces relations. Il est alors tout autant un droit de l'utopie, par exemple lorsqu'il pose le principe de l'interdiction du recours à la force, qu'un droit du pragmatisme lorsque dans le même temps il réglemente l'usage de cette force. Au vu des dernières évolutions du Droit international, ou plutôt de l'utilisation qui en est faite, on peut même se demander s'il n'est pas devenu un droit utopique...

Le présent ouvrage a pour ambition de permettre à l'étudiant d'avoir une vue d'ensemble du Droit international public, en *présentant successivement les modes de formation de ce droit, les acteurs de la société internationale, le droit régissant les relations internationales et les espaces.*

PLAN DE COURS

Présentation

3

PARTIE 1

La formation du Droit international public

Chapitre 1 – Les traités

19

1 – La conclusion des traités

21

- *L'élaboration du texte conventionnel* 21
 - a) La négociation 21
 - b) L'adoption 21
- *L'expression par l'État de son consentement à être lié* 22
 - a) La ratification 22
 - b) L'adhésion 22
- *L'expression par l'État de sa volonté de ne plus être lié* 23
- *Les réserves* 23
 - a) Définition 23
 - b) Effets des réserves 24
- *L'entrée en vigueur* 24

2 – La validité des traités	25
■ <i>Les vices du consentement</i>	25
a) L'erreur	25
b) Le dol	25
c) La contrainte	25
d) Irrégularité du consentement au regard du droit interne	26
■ <i>Illicéité de l'objet du traité</i>	26
■ <i>Effets de la nullité des traités</i>	27
3 – Les effets des traités	27
■ <i>Effets des traités à l'égard des parties</i>	27
■ <i>Effets des traités à l'égard des tiers</i>	27
a) Principe	27
b) Exceptions	28
■ <i>Effets des traités à l'égard d'autres normes</i>	28
a) Vis-à-vis des autres sources du droit	28
b) Vis-à-vis des autres traités	28
■ <i>Interprétation des traités</i>	29
4 – Terminaison des traités	29
■ <i>Modification des traités</i>	29
a) Par un accord ultérieur	29
b) Par une pratique ultérieure	29
■ <i>Extinction des traités</i>	30
a) L'exception d'inexécution	30
b) Le changement fondamental de circonstances	30
Chapitre 2 – La coutume	31
1 – Les éléments constitutifs de la coutume	32
■ <i>L'élément matériel</i>	32
a) Les « précédents »	32
b) La répétition des précédents dans l'espace	32
■ <i>L'élément psychologique</i>	32

2 – L’opposabilité des normes coutumières	33
■ <i>Portée de la coutume</i>	33
■ <i>Rejet d’une coutume</i>	34
3 – Le processus de codification	34
■ <i>Fonction</i>	34
■ <i>Portée</i>	35
Chapitre 3 – Les principes généraux du droit	37
1 – Les principes généraux de droit visés par l’article 38 du statut de la CIJ	37
■ <i>Origine</i>	37
■ <i>Contenu</i>	38
2 – Les principes généraux du Droit international	38
■ <i>Contenu de la notion</i>	38
■ <i>Fonction</i>	39
Chapitre 4 – Les actes unilatéraux	41
1 – Les actes unilatéraux étatiques	41
■ <i>Les actes autonomes</i>	41
a) <i>Les réactions de l’État à l’opposabilité d’une situation juridique</i>	42
b) <i>Les promesses unilatérales</i>	42
■ <i>Les actes conditionnés par des normes internationales</i>	42
2 – Les actes unilatéraux des organisations internationales	43
■ <i>Les décisions</i>	43
a) <i>Un pouvoir réglementaire interne</i>	44
b) <i>Un pouvoir réglementaire externe</i>	44
■ <i>Les recommandations</i>	45

Chapitre 5 – Les moyens de détermination des règles de droit **47**

- 1 – La jurisprudence* **47**
- 2 – La doctrine* **48**
- 3 – L'équité* **48**

Chapitre 6 – Droit international et droit interne **51**

- 1 – La coexistence des deux ordres juridiques* **51**
- 2 – La place des normes internationales dans le droit français* **51**

PARTIE 2 **Les acteurs**

Chapitre 7 – L'État **57**

- 1 – Les éléments constitutifs de l'État* **57**
 - *Le territoire* **57**
 - a) Le territoire terrestre **58**
 - b) Les frontières **58**
 - c) Le territoire aérien et le territoire maritime **59**
 - *La population* **59**
 - a) Les nationaux **59**
 - b) Les étrangers vivant sur le territoire **60**
 - *L'autorité politique exclusive* **60**
- 2 – La souveraineté* **61**
 - *Les caractères de la souveraineté* **61**
 - *Les compétences de l'État* **61**
 - *Les limites à la souveraineté* **62**
 - a) Les limites acceptées par l'État **62**
 - b) Du « droit d'ingérence » à la responsabilité de protéger **62**

3 – La formation et la fin de l'État	63
■ <i>La naissance de l'État</i>	63
■ <i>La reconnaissance d'État</i>	65
a) Un acte discrétionnaire	65
b) Les caractères de la reconnaissance	66
■ <i>La succession d'États</i>	66
a) Définition	66
b) Problèmes juridiques	67
4 – Les relations diplomatiques et consulaires	67
■ <i>Les relations diplomatiques</i>	67
a) L'établissement et la rupture des relations diplomatiques	68
b) La mission diplomatique	69
c) Les fonctions de la mission diplomatique	70
d) Les immunités diplomatiques	70
■ <i>Les relations consulaires</i>	71
a) L'établissement et la rupture des relations consulaires	72
b) Le personnel	72
c) Les fonctions	72
d) Les immunités consulaires	73
Chapitre 8 – Les organisations internationales	75
1 – Diversité des organisations	75
■ <i>Définition</i>	75
■ <i>Classification</i>	76
2 – Création et participation	76
■ <i>La création</i>	76
■ <i>La participation</i>	77
a) Les modalités de participation	77
b) La qualité de membre	77
c) La disparition de l'organisation	79

3 – Les organes	79
■ <i>Classification</i>	79
■ <i>Les techniques de vote</i>	80
4 – La personnalité juridique	80
5 – Les compétences et moyens de l'organisation	81
■ <i>Des compétences limitées</i>	81
a) La délimitation des compétences	81
b) La diversité des compétences	81
■ <i>Des moyens différents</i>	82
a) L'accord de siège	82
b) Le personnel	82
c) Les finances	82
Chapitre 9 – Les ONG et les personnes privées	85
1 – Les organisations non gouvernementales	85
■ <i>Caractères généraux</i>	85
a) Définition	85
b) Importance	86
■ <i>Statut</i>	86
a) La reconnaissance internationale	86
b) Le statut consultatif	87
2 – Les individus : la protection internationale des droits de la personne humaine	88
■ <i>La protection universelle</i>	88
a) Les textes	88
b) Le contrôle	89
c) Une priorité pour l'ONU	90
■ <i>La protection régionale</i>	90
a) Les textes	90
b) Les recours devant la CEDH	91
3 – La responsabilité pénale des individus en Droit international	92
■ <i>Les Tribunaux pénaux internationaux</i>	93

PARTIE 3

Les relations internationales

Chapitre 10 – La responsabilité des États 99**1 – Le fait générateur 99**

- *L'origine de la responsabilité* 100
 - a) L'illicéité de l'acte 100
 - b) L'auteur de l'acte 100
- *Les circonstances excluant l'illicéité* 101
- *Le droit à agir en responsabilité* 102

2 – Le dommage 102

- *Caractéristiques* 102
 - a) Conditions relatives au dommage 102
 - b) Conditions portant sur la victime 102
- *La réparation* 103
 - a) La restitution 103
 - b) L'indemnisation 104
 - c) La satisfaction 104

Chapitre 11 – Le règlement des conflits 105**1 – Le règlement non juridictionnel 105**

- *Le règlement interétatique* 105
 - a) La négociation 105
 - b) Les bons offices et la médiation 106
 - c) L'enquête et la conciliation 106
- *Le règlement dans le cadre d'une organisation internationale* 106
 - a) L'ONU 106
 - b) Les organisations régionales 107

2 – Le règlement juridictionnel	108
■ <i>Les organes arbitraux</i>	108
a) L'origine	108
b) Le respect de la souveraineté des États	108
c) Constitution et compétences de l'organe arbitral	109
d) La sentence	109
■ <i>Les juridictions internationales</i>	109
a) Composition de la CIJ	110
b) Compétences de la CIJ	110
Chapitre 12 – Le recours à la contrainte	113
1 – L'interdiction du recours à la force	113
■ <i>Les traités avant 1945</i>	113
a) La SdN	113
b) Le Pacte Briand-Kellog	114
■ <i>Après 1945 : la Charte des Nations unies</i>	114
a) Le principe	114
b) Les exceptions	114
■ <i>Les contre-mesures</i>	115
a) Les contre-mesures étatiques	115
b) Les contre-mesures décidées par le Conseil de Sécurité	116
2 – La réglementation du droit du recours à la force	116
■ <i>Le droit de La Haye</i>	117
■ <i>Le droit de Genève</i>	117
Chapitre 13 – Le maintien de la paix	121
1 – Le chapitre VII de la Charte des Nations unies	121
■ <i>Le rôle du Conseil de Sécurité</i>	122
a) La constatation	122
b) Les actions	122
c) Les accords régionaux	123
■ <i>L'échec du système</i>	124
a) Les conséquences du veto	124
b) La résolution Dean Acheson, 377 (V)	124
■ <i>La mise en œuvre du système</i>	125

2 – Les opérations de maintien de la paix	125
■ <i>L'origine</i>	125
■ <i>Le fonctionnement</i>	126
a) Une action collective	126
b) Une action consensuelle	126
c) La multiplication des opérations de maintien de la paix	126

PARTIE 4

Les espaces

Chapitre 14 – La mer 131

1 – Les espaces marins placés sous juridiction nationale	132
■ <i>La mer territoriale</i>	133
a) Délimitation	133
b) Régime juridique	133
■ <i>La Zone Économique Exclusive</i>	133
a) Délimitation	133
b) Régime juridique	133
■ <i>Le plateau continental</i>	134
a) Délimitation	134
b) Régime juridique	134
2 – Les espaces internationalisés	135
■ <i>La haute mer</i>	135
■ <i>La Zone</i>	135
3 – Les institutions	137
■ <i>L'OMI</i>	137
■ <i>Le Tribunal international du droit de la mer</i>	137

Chapitre 15 – Les canaux et fleuves internationaux	139
1 – Les canaux internationaux	139
■ <i>Le canal de Suez</i>	139
■ <i>Le canal de Panama</i>	140
■ <i>Le canal de Kiel</i>	141
2 – Les fleuves et cours d'eau internationaux	141
■ <i>La navigation</i>	141
■ <i>La protection du milieu</i>	142
Chapitre 16 – L'air et l'espace extra-atmosphérique	143
1 – L'espace aérien	143
■ <i>Le statut de l'espace aérien</i>	143
a) <i>L'espace aérien national</i>	143
b) <i>L'espace aérien international</i>	144
■ <i>Le régime de la navigation</i>	144
a) <i>Les aéronefs civils</i>	144
b) <i>Les aéronefs d'État</i>	145
■ <i>L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale</i>	145
2 – L'espace extra-atmosphérique	145
■ <i>Le statut de l'espace extra-atmosphérique</i>	146
a) <i>Non-appropriation nationale</i>	146
b) <i>Libre utilisation</i>	146
c) <i>Utilisation pacifique</i>	146
■ <i>Le régime des activités spatiales</i>	147
a) <i>Responsabilité de chaque État pour les activités conduites à partir de son territoire</i>	147
b) <i>Obligation de coopération</i>	147
Bibliographie	149

Liste des abréviations utilisées

AGNU	Assemblée générale des Nations unies
CDI	Commission du Droit international
CE	Conseil d'État
CPI	Cour pénale internationale
CEDH	Cour européenne des droits de l'Homme
Conv. EDH	Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales
CES (ou ECOSOC)	Conseil économique et social (ONU)
CIJ	Cour internationale de Justice
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CNUDM	Convention des Nations unies sur le droit de la mer
CPJI	Cour permanente de justice internationale
CSNU	Conseil de sécurité (ONU)
IRENA	Agence internationale des énergies renouvelables
MTPI	Mécanisme international pour les tribunaux internationaux
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États Américains
OING	Organisation internationale non gouvernementale
OIT	Organisation internationale du travail
OMI	Organisation maritime internationale
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSCE	Organisation de sécurité et de coopération en Europe
SdN	Sociétés des Nations
TANU	Tribunal administratif des Nations unies
TPIR	Tribunal pénal international pour le Rwanda
TPIY	Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
ZEE	Zone économique exclusive

PARTIE 1

La formation du Droit international public

Chapitre 1	- Les traités	19
Chapitre 2	- La coutume	31
Chapitre 3	- Les principes généraux du droit	37
Chapitre 4	- Les actes unilatéraux	41
Chapitre 5	- Les moyens de détermination des règles de droit	47
Chapitre 6	- Droit international et droit interne	51

